

# L'Afrique de l'Ouest

## Entre fragilités internes et rivalités d'influence extérieure

L'Afrique de l'Ouest est une région terrestre couvrant toute la partie occidentale de l'Afrique subsaharienne.



Depuis une vingtaine d'années, l'Afrique de l'Ouest traverse de profonds bouleversements. La région, peuplée de plus de 400 millions d'habitants, alterne entre périodes de croissance rapide et crises politiques ou sécuritaires récurrentes (voir **Annexe 1**). Certains pays cherchent à s'affirmer comme des pôles de stabilité et de développement, tandis que d'autres s'enfoncent dans les coups d'État, l'instabilité et les conflits armés. Les promesses économiques issues de l'exploitation des matières premières contrastent avec une pauvreté persistante, une insécurité croissante et une forte dépendance vis-à-vis des marchés mondiaux.

Cet état de fait s'explique en partie par le poids de l'histoire. Longtemps colonisée par les puissances européennes (voir **Annexe 2**), l'Afrique de l'Ouest a été intégrée dans le commerce mondial comme fournisseur de produits agricoles et miniers (or, cacao, arachide, coton). Les indépendances des années 1950-1960 ont ouvert une nouvelle ère, mais les jeunes États ont dû composer avec des frontières artificielles, des institutions fragiles et des tensions internes mal résolues. Pendant la guerre froide, la région est restée sous forte influence extérieure : la France via ses réseaux politiques et militaires, et les États-Unis dans une logique de compétition avec l'Union soviétique.

Face à cette influence extérieure historique, les pays ouest-africains ont cherché à renforcer la coopération régionale. La Communauté des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), créée en 1975, a dans ce cadre joué un rôle clé : initialement tournée vers l'économie, elle est aussi intervenue militairement lors de crises politiques (au Liberia dans les années 1990, en Gambie en 2017). En outre, l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), créée en 1994, réunit huit pays utilisant le franc CFA pour tenter de renforcer l'intégration économique et monétaire. Mais ces initiatives ont vite montré leurs limites. Les rivalités entre États, les différences entre pays sahéliens et pays côtiers, ou encore le rejet croissant des juntas militaires<sup>1</sup> du Sahel à l'égard de la CEDEAO ont récemment mis en évidence la fragilité de l'intégration régionale.

A ce titre, trois États du Sahel, le Burkina, le Mali, et le Niger, confrontés à de longues insurrections armées, ont rompu leurs liens historiques avec la France et quitté au début de 2024 la CEDEAO (voir **Annexe 3**). Cette rupture illustre à la fois la contestation croissante des cadres régionaux hérités de l'ordre postcolonial et la volonté de ces États de chercher de nouvelles formes de coopération sécuritaire. La CEDEAO, souvent critiquée pour son inefficacité bureaucratique, a été fragilisée par cette décision, qui s'inscrit dans un contexte où les dispositifs militaires antérieurs, tels que le G5 Sahel<sup>2</sup>, avaient déjà perdu en légitimité. Le coup d'État au Niger en 2023 a en effet constitué un moment clé. La réaction française, marquée par une forte hostilité, s'est traduite par des pressions diplomatiques et par une

<sup>1</sup> Sur les quinze pays membres de la CEDEAO, quatre sont désormais dirigés par des militaires arrivés au pouvoir par des coups d'État depuis 2021 : le Mali (2021), la Guinée (2021), le Burkina Faso (2022) et le Niger (2023).

<sup>2</sup> Le G5 Sahel, créé en 2014 par la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad pour coordonner sécurité et développement, avait notamment mis sur pied une force conjointe de lutte contre le terrorisme. Confronté à des difficultés financières et à des divisions politiques, il a progressivement perdu en efficacité avant d'être dissous en décembre 2023, à la suite du retrait successif du Mali (2022), du Burkina Faso et du Niger (2023).

menace d'intervention militaire brandie par la CEDEAO avec l'appui de certains pays voisins, en particulier le Nigéria et le Bénin. Toutefois, cette option n'a pas été mise en œuvre. Parallèlement, le Niger a renforcé ses capacités de défense avec le soutien de nouveaux partenaires – notamment la Russie, la Turquie et l'Iran – qui lui ont fourni des équipements militaires et technologiques, comme des systèmes de défense aérienne et des drones. Ainsi, l'Alliance des États du Sahel (Niger, Mali, Burkina-Faso), confrontée aux groupes armés terroristes, a substitué la Russie, la Turquie, les Émirats Arabes Unis à la France et aux Etats-Unis.

Dans ce contexte instable et évolutif, le Nigeria reste un acteur important de la région. Première économie d'Afrique subsaharienne, il représentait en 2023 près de 25 % du PIB du continent et 66 % de celui de la CEDEAO. Géant démographique et premier producteur de pétrole africain, il combine poids économique et importance stratégique. Fort de ces atouts, le Nigeria nourrit des ambitions diplomatiques globales : il revendique notamment un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, même s'il peine à mobiliser pleinement l'influence de sa diaspora, la plus importante d'Afrique. Siège de la CEDEAO, qu'il a largement contribué à fonder en 1975, le Nigeria a également joué un rôle actif dans les opérations de paix régionales, du Liberia dans les années 1990 au Mali en 2013. Pendant plusieurs décennies, il a compté parmi les tout premiers contributeurs mondiaux de casques bleus. Toutefois, la crise sécuritaire interne liée à Boko Haram a terni son image de « gendarme de l'Afrique ». Ainsi, malgré des ambitions anciennes, une scène culturelle dynamique et une diaspora influente, le Nigeria reste prisonnier de ses fragilités structurelles. Son potentiel diplomatique et son rôle régional demeurent limités par un État fragile, incapable de transformer durablement sa puissance économique et démographique en véritable leadership régional.

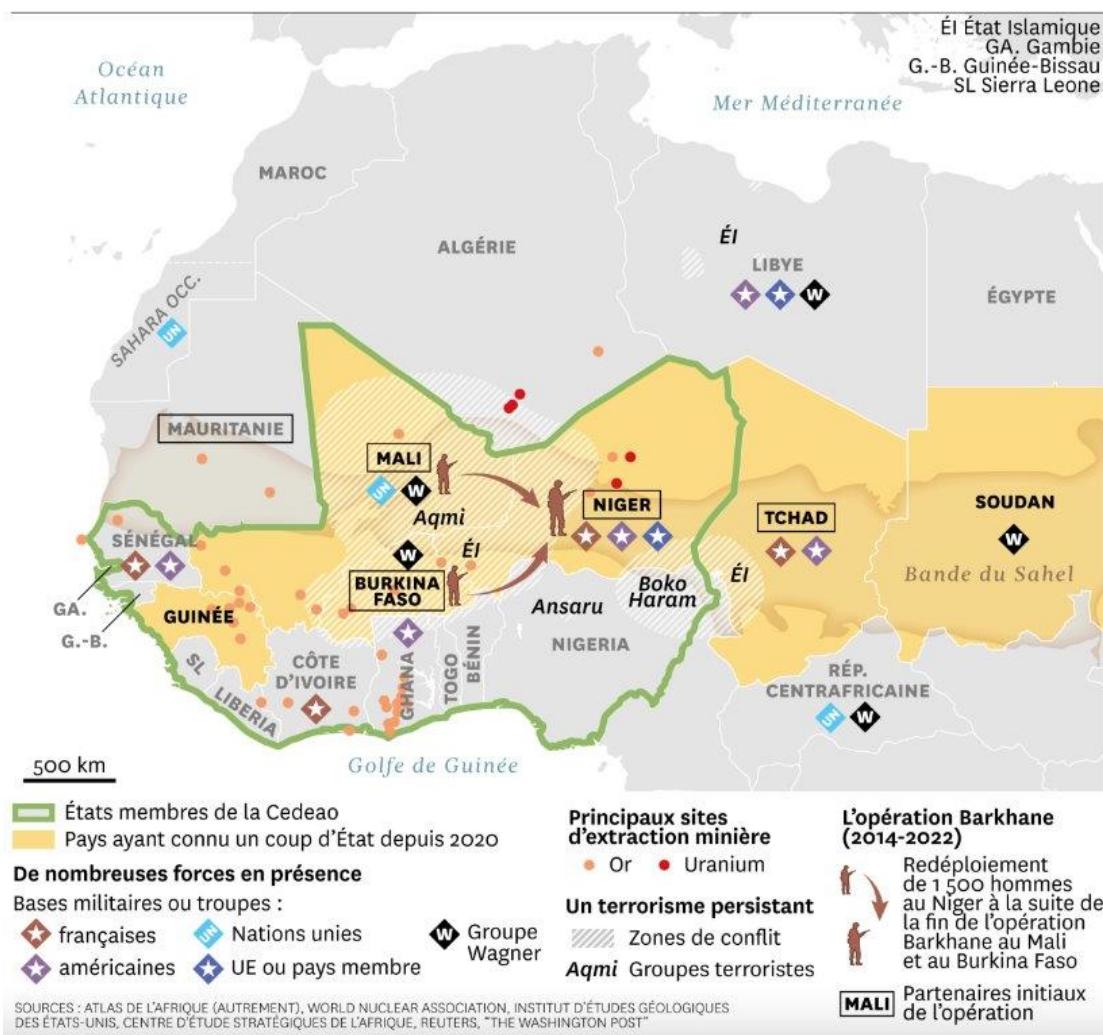
D'autres pays tentent de tirer leur épingle du jeu. La Côte d'Ivoire, après une décennie marquée par des crises politico-militaires, s'est progressivement repositionnée comme l'un des pôles économiques majeurs de l'Afrique de l'Ouest. Son dynamisme repose sur la vitalité du secteur agricole (cacao, café) et sur des investissements dans les infrastructures, qui renforcent son rôle de hub commercial régional. Le Ghana, de son côté, s'appuie sur une réputation de stabilité démocratique rare dans la région, consolidée par plusieurs alternances politiques pacifiques depuis les années 1990. Cette stabilité lui vaut une image positive auprès des investisseurs étrangers et des organisations internationales. Cependant, ces deux pays ne sont pas exempts de fragilités : la Côte d'Ivoire reste exposée à des tensions politiques internes liées aux questions de succession, tandis que le Ghana connaît des difficultés économiques récentes, notamment une dette publique croissante et une inflation élevée. Malgré ces défis, ils apparaissent comme des pôles d'équilibre et de relative stabilité dans un environnement régional marqué par de fortes turbulences.

Toutes ces dynamiques régionales soulèvent des enjeux concrets pour les investisseurs étrangers. La stabilité relative de certains pays côtiers comme le Ghana ou la Côte d'Ivoire attire des multinationales, mais la fragilité institutionnelle reste un facteur de risque. Les récents coups d'État au Mali, au Burkina Faso et au Niger ont entraîné la suspension ou la renégociation de contrats dans les secteurs miniers et énergétiques, perturbant les plans de groupes étrangers. En parallèle, la montée des tensions avec la France a poussé plusieurs entreprises françaises (notamment dans le secteur énergétique et des télécommunications) à revoir leur engagement dans la région, tandis que des acteurs chinois ou turcs en ont profité pour renforcer leur implantation. Les investisseurs doivent cependant composer avec l'insécurité au Sahel, qui affecte directement les infrastructures et les chaînes logistiques. Ces incertitudes politiques et sécuritaires, combinées à l'attrait économique de la région, créent un environnement où les opportunités d'affaires coexistent avec des risques élevés.

Sur le plan de la géopolitique globale, la compétition pour l'Afrique de l'Ouest s'intensifie entre plusieurs acteurs extérieurs. Les États-Unis et la France conservent une présence politique, militaire et diplomatique historique, mais leur rôle est de plus en plus contesté. Washington cherche à maintenir son influence, notamment sur la façade atlantique et dans le golfe de Guinée, en combinant aides financières, programmes de sécurité et partenariats militaires. Toutefois, ses hésitations face aux transitions politiques sahéliennes et la méfiance suscitée par ses positions internationales affaiblissent sa crédibilité régionale. La Chine, de son côté, s'est imposée comme premier partenaire commercial de nombreux pays, en particulier grâce à ses investissements dans les infrastructures et aux échanges économiques croissants, comme en Côte d'Ivoire où elle a financé autoroutes, barrages et stades. Pékin valorise sa présence par une diplomatie active et par la promotion d'un modèle de coopération fondé sur l'accès aux ressources et la non-ingérence politique. La Russie, quant à elle, s'affirme surtout dans le domaine sécuritaire : elle fournit équipements militaires, drones et conseillers, notamment au Mali, au Burkina Faso et au Niger, en concurrence directe avec l'influence occidentale. L'Union européenne reste un acteur présent, principalement à travers l'aide au développement et la gestion des flux migratoires, mais elle peine à rivaliser avec la Chine en matière d'investissements

ou avec la Russie sur le plan militaire. Cette pluralité d'acteurs extérieurs redessine ainsi les équilibres régionaux, offrant de nouvelles marges de manœuvre aux États ouest-africains mais accentuant aussi les rivalités stratégiques sur le continent.

L'évolution actuelle traduit donc un double mouvement : d'un côté, un rejet croissant de l'ordre régional et monétaire dominé par la France ; de l'autre, la recherche de nouveaux équilibres par le biais d'alliances régionales (avec le Burkina et le Mali) et extra-régionales (Russie, Turquie, Chine, Iran). Cette recomposition reconfigure le paysage politique et stratégique de l'Afrique de l'Ouest, où les clivages entre modèles de gouvernance et choix d'alliances extérieures deviennent des enjeux majeurs.



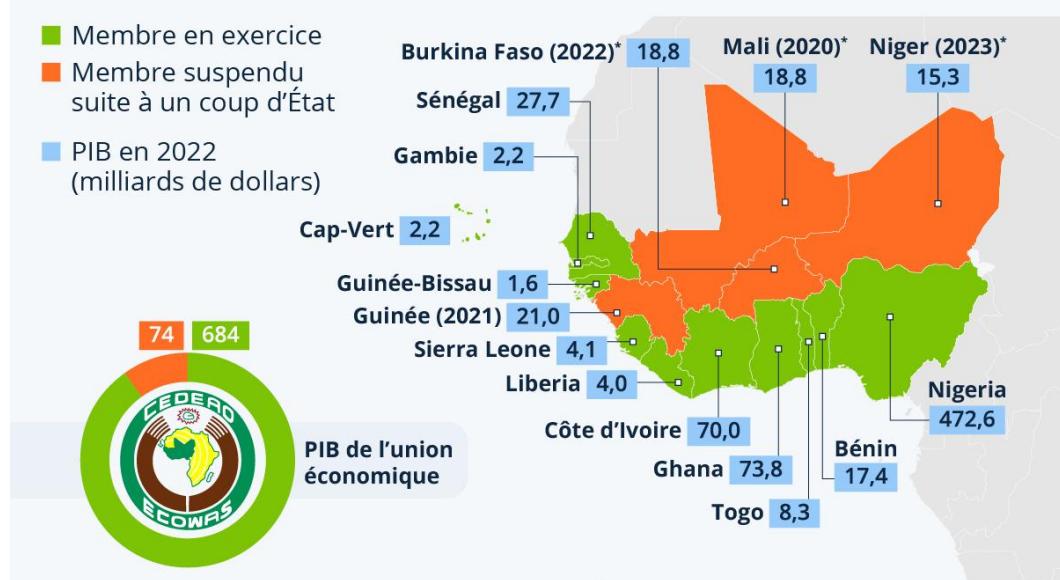
#### Annexe 1. Les conflits armés au Sahel

Au Sahel, la situation actuelle repose sur trois dynamiques majeures : d'abord, un rejet croissant de la présence française et plus largement de l'influence occidentale, hérité des indépendances et ravivé par des épisodes récents de tension. Ensuite, la montée en puissance de courants religieux rigoristes dans une partie des sociétés civiles, qui comblent le vide laissé par la faiblesse des institutions politiques. Enfin, l'insurrection djihadiste, nourrie à la fois par des influences extérieures et des revendications locales, qui prospère sur les conflits communautaires, la marginalisation économique et la perte de confiance envers l'État. Ces groupes, en imposant une gouvernance parallèle dans certaines zones rurales, combinent violence et fourniture de services, rendant la réponse uniquement militaire insuffisante sans réformes politiques et sociales profondes.

Source : Au Sahel, le Niger complète la "ceinture de coups d'État", *Courrier international*, 4 août 2023

## Statut et PIB des États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

- Membre en exercice
- Membre suspendu suite à un coup d'État
- PIB en 2022 (milliards de dollars)

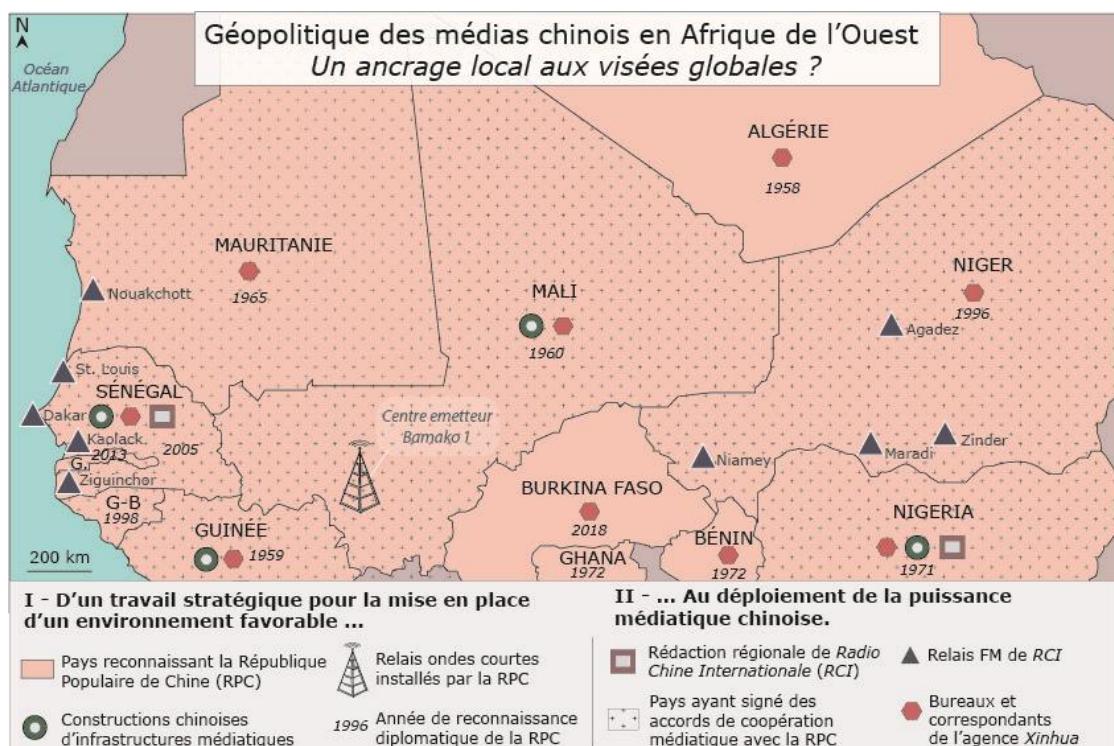


\* Le 28 janvier 2024, le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont annoncé se retirer de la CEDEAO avec effet immédiat, sans toutefois en informer l'organisation par voie officielle. Si chaque État membre est libre de quitter la CEDEAO, ce départ ne peut s'effectuer avant l'expiration d'un délai d'un an.

Sources : Banque mondiale, recherches Statista

### Annexe 3. La CEDEAO, une union menacée

Source : Tristan Gaudaut, Statista, 29 janv. 2024



### Annexe 4. Le soft power chinois en Afrique de l'Ouest

La Chine déploie depuis les années 2010 une stratégie d'influence médiatique en Afrique de l'Ouest, s'appuyant sur ses grands médias internationaux (RCI, CGTN, Xinhua) pour diffuser des narratifs favorables à ses intérêts et valoriser ses partenariats africains. Cette implantation s'inscrit dans une logique de soft power, Pékin cherchant à apparaître comme un partenaire bienveillant et solidaire. En offrant gratuitement ses contenus et en finançant des relais locaux, la Chine amplifie sa visibilité tout en légitimant ses positions diplomatiques, par exemple sur Taïwan ou Hong Kong. Pékin a par exemple financé l'installation de neuf relais FM en Afrique de l'Ouest, et d'un relais à ondes courtes au Mali permettant d'envoyer le signal de RCI sur tout le continent africain.

Source : Selma MIHOUBI, Géopolitique des médias chinois en Afrique de l'Ouest, Diploweb.com, 2 avril 2021.